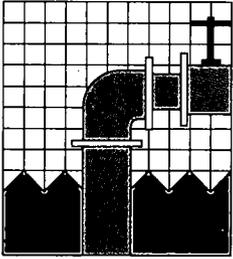


# ÉNERGIE



**L**a production et les produits énergétiques forment un important volet de l'économie canadienne. En 1985, notre production était évaluée à plus de 60 milliards \$ et plus de 20% de celle-ci était exportée vers les États-Unis. L'industrie énergétique a fourni près de 275 000 emplois.

- Le Canada est préoccupé par le «Superfonds» des États-Unis, qui prévoit le prélèvement de droits sur le pétrole importé. Il est aussi préoccupé par l'ordonnance de la FERC sur la tarification au prix facturé des exportations de gaz naturel, par la politique d'accès de la Bonneville Power Administration, par la menace de contingentement des exportations d'électricité ainsi que par les droits compensateurs qui pourraient être imposés sur ces exportations. Un nouvel accord commercial permettrait d'éliminer le reste des barrières tarifaires, en particulier celles touchant les produits pétroliers.
- En 1985, les ventes du secteur pétrolier et gazier ont atteint quelque 50 milliards \$. Le secteur a fourni 200 000 emplois et ses exportations se sont élevées à environ 13 milliards \$. Un peu moins de la moitié des 800 entreprises du secteur appartiennent à des Canadiens. L'industrie se concentre en Colombie-Britannique, en Alberta et en Saskatchewan. Les États-Unis sont notre seul grand marché d'exportation pour le pétrole et le gaz.
- Le secteur de l'énergie électrique, que les sociétés de services publics dominent à 85%, a enregistré des revenus de 14 milliards \$ en 1985 et exporté 10% de la production provenant du Nouveau-Brunswick, du Québec, de l'Ontario du Manitoba et de la Colombie-Britannique. Ce secteur fournit 75 000 emplois.

- Nos importations de pétrole brut, de gaz et d'électricité des États-Unis ont représenté moins de 500 millions \$ en 1985, contre 850 millions \$ pour les produits pétroliers.
- Une libéralisation des échanges n'amènerait pas une intégration totale à l'échelle du continent. Chacun des deux pays a son point de vue sur les questions de propriété et de sécurité des approvisionnements, sans parler des impératifs liés au développement national, comme la politique du Canada en matière d'exploration dans les zones pionnières.



Affaires extérieures  
Canada

External Affairs  
Canada

Canada